

## **Contribution du CENG au débat public du 1<sup>er</sup> décembre 2009**

**Nous sommes un collectif de citoyennes et de citoyens**, pluraliste, engagé dans une démarche critique autour des questions posées par les nanotechnologies. Notre intervention se situe dans le champ politique. Il vaut la peine de penser et d'agir, de s'occuper de la chose commune. Nous sommes engagés dans des propositions pour modifier les modes de décisions publiques.

**Notre expérience**, notamment par rapport à des projets comme Minatec ou Clinatec, est que le débat public a servi davantage à construire l'acceptation sociale de décisions déjà prises ailleurs, à l'écart des citoyens, qu'à prendre en compte leurs avis et préconisations.

Les citoyens, comme la société civile, ne sont pas considérés par certains promoteurs et autorités comme légitimes à participer aux choix et aux décisions. Comme le note Bernadette Bensaude Vincent: "L'articulation entre débat public et décision politique n'est pas entrée dans la vie démocratique."

**Les nanotechnologies nous confrontent directement à des enjeux et des incertitudes** qui interpellent nos institutions et nos règles démocratiques.

### **Qu'en est-il de ce débat public national?**

Nous ne sommes pas dupes, même si nous ne mettons pas en cause la CPDP, la commission organisatrice de ce débat.

Où sont les buts clairement définis? Quelles décisions précises ce débat vise-t-il? Où sont les informations préalables sur l'état des projets et des réalités? Où sont les études préalables et pluralistes sur les avantages et les risques, sur les utilités sociales? Les orientations politiques, économiques, les décisions de financements ne sont-elles pas déjà prises, les productions et utilisations déjà diffusées?

Nous ne sommes pas dupes, mais nous considérons que les débats sont trop rares sur les impacts sanitaires, environnementaux et sociaux et les dimensions éthiques des nanos: nous voulons rappeler quelques-unes de nos exigences fortes vis à vis des ministères qui ont pris cette initiative et vis-à-vis des autorités qui "laissent faire" les promoteurs des nanos sans contrôle sérieux.

**Nous participons à ce débat** parce que le débat public est une nécessité comme forme de la participation citoyenne et parce que nous militons pour sa pérennisation et son inscription dans le fonctionnement démocratique de nos institutions bien mises à mal par le gouvernement actuel et les politiques de communication.

**Nous voulons que les nanos deviennent une affaire publique**, mais cela ne dédouane en aucun cas les pouvoirs publics de leurs responsabilités actuelles.

Car il y a un vide des autorités qui ont la responsabilité de réglementer les expérimentations, les expositions des salariés et des usagers, les diffusions et les usages des nanos. Ce silence est lourd de menaces sur les libertés et l'humain, l'humanité.

**Nous voulons rappeler qu'il y a urgence à prendre des actes** et nous interpellons l'état jusqu'alors défaillant pour qu'il prenne les décisions qui s'imposent:

- en matière réglementaire et juridique concernant les produits contenant des nano particules ou nano objets, leur classification, réglementation, contrôle;
- en matière de définition de normes internationales;
- en matière de protection des salariés, des consommateurs, des populations et de l'environnement;

- en matière de protection des libertés individuelles.
- en matière de rééquilibrage des financements de la recherche dans les domaines de la toxicité, d'écotoxicité, de métrologie et d'épidémiologie.

**Concernant les deux thèmes en débat à Grenoble,**

Nous nous sommes intéressés à la dimension médicale et la mise en place du projet Clinatec.

Les expérimentations humaines sur le cerveau, hors du cadre hospitalier, soulèvent en effet des questions graves concernant les libertés, l'intégrité humaine, la sécurité.

La mise en place d'un projet tel que Clinatec devrait faire l'objet d'une attention absolue de la part des pouvoirs publics.

Or notre constat, preuves à l'appui, est que cette opération s'est développée dans l'opacité et sans contrôle public. 20 M€ sont débloqués pour ce projet, essentiellement par les collectivités territoriales. Est-ce à elles de s'impliquer dans ce type d'initiatives? Quel débat public ont-elles organisé sur ces choix de financements? Où les élus, les chercheurs, la population ont ils pu échanger sur les questions éthiques posées en relation avec ce projet précis?

Ce sont quelques-unes des questions que nous voulons porter au débat de ce soir.

**Pour le Collectif sur les enjeux des nanotechnologies à Grenoble (CENG),  
1<sup>er</sup> décembre 2009**